

panorapresse.ouest-france.fr

À l'Université de Rouen-Normandie, budget compliqué et inquiétudes pour 2026 : l'intersyndicale s'alarme

~3 minutes



Le budget de l'Université de Rouen, présenté au conseil d'administration ce vendredi 12 décembre 2025, inquiète les syndicats. | Illustration archives Paris Normandie / STÉPHANIE PÉRON-CLÉMENT

La baisse des dotations de l'État plombe les finances des universités et celle de [Rouen](#) n'est pas épargnée. Un état de fait qui inquiète les syndicats, mobilisés vendredi 12 décembre 2025 en marge d'un conseil d'administration.

Situation tendue pour le budget de l'Université de Rouen-Normandie. Une intersyndicale se mobilise, vendredi 12 décembre 2025, en ce jour de conseil d'administration pour alerter sur le problème : un déficit d'environ 11 millions d'euros. « Ce n'est malheureusement pas une situation singulière puisqu'une soixantaine d'établissements en France sont concernés », regrette Pierre-Emmanuel Berche, enseignant-chercheur et coordinateur des sections SNESUP-FSU.

Et le responsable se trouve du côté du ministère « qui revoit depuis plusieurs années les dotations à la baisse et considère que les universités doivent avoir des ressources propres, via la recherche, les collaborations, la location de salles... » Les présidents des universités avaient déjà tiré la sonnette d'alarme en 2024. Mais l'ampleur du problème s'est accentuée en un an. Et les réserves pécuniaires ont été grignotées.

« On paye le désengagement de l'État »

« La seule solution pour 2026, c'est d'économiser 5 à 6 millions d'euros. Cela signifie pas de recrutement, sans doute réduire l'accueil en première année – donc moins de place sur Parcoursup – et, à terme, réduire les formations et augmenter les droits d'inscription », craint le représentant

syndical pour qui l'une des solutions est du côté du Crédit impôt-recherche, un dispositif permettant aux entreprises de défiscaliser, sous conditions, leurs dépenses de recherche et développement : « Cela coûte 8 milliards par an. Il ne s'agit pas de le supprimer mais de le recadrer pour qu'il soit plus efficace. Cela permettrait de récupérer 2 milliards... »

En attendant, il s'inquiète pour les quelque 35000 étudiants, 1200 enseignants, 900 administratifs et 350 contractuels qui vont subir le poids des économies à trouver : « On paye le désengagement de l'État et, si on ne fait rien, on passe sous la tutelle du rectorat ».